FONDS D'INDEMNISATION DES SERVICES FINANCIERS

RAPPORT ANNUEL 2000

fonds d'indemnisation
des services financiers

TABLE DES MATIÈRES

RAPPORT ANNUEL 2000 DU FONDS D'INDEMNISATION DES SERVICES FINANCIERS

Lettre de transmission 63

Mission 64

Conseil d'administration 64

Mot du président 65

Rapport des vérificateurs 71

États financiers 72

Madame Pauline Marois

Vice-Première ministre et
ministre d'État à l'Économie et aux Finances

Gouvernement du Québec

Hôtel du Parlement, Québec

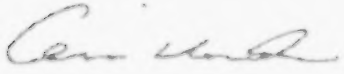
Madame la Vice-Première ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel du Fonds d'indemnisation des services financiers pour l'année terminée le 31 décembre 2000.

Ce rapport témoigne de nos principales activités et réalisations pour l'année 2000 et inclut les états financiers vérifiés du Fonds.

Veuillez agréer, madame la Vice-Première ministre, l'expression de ma plus haute considération.

Le président,



Gilbert Lalonde, A.V.A.
Conseiller en sécurité financière
Représentant en épargne collective

Mission du Fonds d'indemnisation des services financiers

Le Fonds d'indemnisation des services financiers a pour mission la protection du public. Il statue sur l'admissibilité des réclamations qui lui sont présentées et décide du montant des indemnités à verser. Pour ce faire, il administre des patrimoines financiers où sont déposées les sommes d'argent nécessaires à l'indemnisation des victimes de fraudes, de manœuvres dolosives ou de détournements de fonds dont est responsable un cabinet, un représentant autonome ou une société autonome.

Conseil d'administration 2000 du Fonds d'indemnisation des services financiers

Conseil d'administration
du Fonds d'indemnisation des services financiers

Rangée du haut
Chantal Doucet, Gilbert Lalonde, Lise Tremblay, John Ruggieri

Rangée du bas
Aline Duplessis, Pierre A. Hébert, Claude Brosseau

PRÉSIDENT

Gilbert Lalonde, A.V.A., conseiller en sécurité financière, représentant en épargne collective

VICE-PRÉSIDENTE

Lise Tremblay, avocate, directrice, École du Barreau de Montréal

Claude Brosseau, C.d'A.Ass., Bélanger, Brosseau & associés, courtiers en assurance de dommages et services financiers

Chantal Doucet, a.i.a.c., expert en sinistre, Denis A. Rochette inc.

Aline Duplessis, chargée de projets, Service d'aide au consommateur

Pierre A. Hébert, B.A. D.M.V., Adm.A, Pl. fin, Stratégie financière Impact

John Ruggieri, A.V.A, Pl. fin., Les services d'assurance DiCaprio Ruggieri inc.

106-01290/

Mot du président

Dès la fin des derniers mois d'activités de 1999, le Fonds d'indemnisation des services financiers a eu tôt fait de camper les principaux objectifs qu'il voulait atteindre en 2000. C'est toujours avec le souci d'une protection accrue du public et la volonté d'assurer sa crédibilité auprès de l'industrie que le Fonds a amorcé, en parallèle, un processus d'analyse des réclamations et une réflexion pointue sur la gestion de ses patrimoines.

Rappelons à cet effet que le Fonds d'indemnisation des services financiers (FISF) doit gérer les patrimoines suivants : le Fonds d'indemnisation en assurance de personnes (FIAP), le Fonds d'indemnisation en assurance de dommages (FIAD), le Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers (FIPF), ainsi que les sommes qui composent le FISF. Le règlement des indemnités aux victimes est à la charge de chacun des patrimoines visés par les réclamations. Toutefois, c'est à même le FISF que les sommes nécessaires à son fonctionnement sont puisées.

Pour l'année qui s'est écoulée, les membres du conseil d'administration et de la permanence ont étudié les différents dossiers de réclamations qui leur ont été soumis. Il ressort nettement de cette analyse que le patrimoine du Fonds d'indemnisation en assurance de personnes est le plus en demande. En voici les constats.

ANALYSE DES DOSSIERS

Dossiers de réclamation ouverts en l'an 2000

0 FIAP
0 FISF
0 FIAD

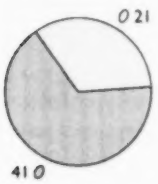
110 dossiers de réclamation ont été ouverts en l'an 2000

- 102 dossiers au FIAP (visant des intermédiaires de marché en assurance de personnes / planificateurs financiers autorisés par le Conseil des assurances de personnes)
- 2 dossiers au FIAD (visant des intermédiaires de marché en assurance de dommages ou des experts en sinistre autorisés par le Conseil des assurances de dommages)
- 6 dossiers au FISF (visant les inscrits au Bureau des services financiers ainsi que leurs représentants dans toutes les disciplines encadrées par ce dernier)
- Aucun dossier au FIPF (visant des planificateurs financiers « orphelins » certifiés par l'IGIF)

Les données complètes se retrouvent à la fin de ce texte.

DÉCISIONS DU FONDS EN 2000

Dossiers qui ont fait l'objet d'une décision



0 Acceptés

0 Refusés ou fermés

Un total de 62 dossiers ont fait l'objet d'une décision par le Fonds en l'an 2000 : 37 dossiers ouverts en 2000 et 16 dossiers dataient de 1999. On compte également 9 dossiers ouverts par le FIAD avant le 1er octobre 1999 et dont la décision avait été suspendue en raison du critère du premier septembre 1991.

41 réclamations ont été accueillies. Mise à part huit dossiers visant le FIAD, les réclamations accueillies visaient toutes le patrimoine du FIAP. En effet, les fraudes alléguées dans les réclamations présentées ayant été commises avant le 1er octobre 1999, les montants servant au paiement des réclamations ont été puisées à même le patrimoine distinct constitué par ces anciens fonds.

Montant total versé : 437 144,33 $

FAITS MARQUANTS DES DOSSIERS ANALYSÉS

- Fermés par le FIAP, 30 dossiers ont été formellement rouverts en début d'année. En effet, un règlement hors cour est intervenu à l'automne 1999 avec une réclamante qui avait porté en appel une décision de ce Fonds, par une requête en jugement déclaratoire. Le FIAP avait rejeté sa réclamation en raison du fait que la fraude dont elle avait été victime avait été commise avant le 1er septembre 1991, date de l'entrée en vigueur de la Loi créant ce Fonds.

  Dans un souci d'équité pour tous les réclamants qui avaient vu leur réclamation rejetée ou suspendue par le FIAP et le FIAD en fonction du critère du 1er septembre 1991, le Fonds a choisi de revoir l'analyse de ces dossiers.

- Ouvertes à la toute fin de l'année 2000, 41 réclamations visent un même individu et son cabinet en assurance de personnes. Les pertes encourues par les réclamants s'élèveraient à plus de 2,8 millions de dollars. Cependant, étant donné les plafonds d'indemnisation fixés par la Loi sur les intermédiaires de marché, un montant total de 240 000 $ a été provisionné pour l'ensemble de ces 41 dossiers.

- Le Fonds a reçu ses six premières réclamations relativement à des fraudes commises après le 1er octobre 1999. On constate que le secteur de l'assurance de personnes est encore celui qui fait l'objet du plus grand nombre de réclamations. Le Fonds a reçu également ses premières réclamations visant le secteur des valeurs mobilières.

GESTION DES PATRIMOINES

En plus du processus d'analyse des réclamations, les différents échanges du conseil d'administration ont porté sur la gestion des patrimoines. Le Fonds s'est ainsi penché sur les méthodes de provisionnement de ses différents patrimoines et a confié le mandat d'analyse à une firme d'actuaires. Pour répondre à la réalité d'indemnisation des dossiers relatifs à l'assurance de personnes, il a été décidé que les réclamations visant le FIAP seraient provisionnées à 60 % du montant réclamé. Cette décision, prise conformément à la recommandation de la firme, fut effective à partir de février 2000.

Bien que le FIAP doit régler un grand nombre de réclamations, il ne peut puiser des sommes des autres patrimoines comme le FISF ou le FIAD. Pour voir au paiement des réclamations du FIAP, le Fonds devra donc faire appel au mécanisme prévu par la Loi, soit l'imposition d'une cotisation spéciale aux représentants en assurance de personnes.

Les membres ont toutefois choisi d'imposer cette cotisation à compter de janvier 2002 seulement. Celle-ci permettra donc au Fonds de faire face à ses obligations jusqu'en 2004, année où la Loi prévoit que le gouvernement pourra autoriser que l'ensemble des sommes détenues dans les patrimoines soient mises en commun.

PROVISIONS POUR LES INDEMNISAT' ONS 2000

	FISF $	FIAP $	FIAD $
Réclamations			
Montants réclamés susceptibles d'être payés	52 479	879 034	74 325
Fraudes survenues non rapportées*	1 462 299	331 802	3 454
Total de la provision pour indemnisation (rapport actuariel)	1 514 778	1 210 836	77 779

* Incluses les marges pour les écarts défavorables et les provisions actuarielles sur tout le fondement de l'accumulation des

De façon plus spécifique, le patrimoine du FISF se devait d'être maintenu à un minimum de 800 000 $, ce qui a été atteint en cours d'année 2000. Toutefois, il s'est avéré judicieux de souscrire dès 2000 à une assurance excédentaire parce que les coûts afférents à une telle assurance sont minimes pour les cotisants. Si les sommes devaient baisser sous le seuil minimal de 800 000 $, cette assurance permettrait de maintenir le niveau qu'importe la fluctuation des réclamations, et cela sans majorer les cotisations.

Finalement, afin d'assurer une saine gestion de l'ensemble des sommes qui constituent ces patrimoines, le Fonds a entrepris des recours subrogatoires pour récupérer, auprès des représentants et autres intervenants responsables, les sommes remboursées aux victimes. Le Fonds d'indemnisation veut ainsi exercer ses pleins pouvoirs en matière d'indemnisation et de protection des consommateurs dans la mesure des moyens qui sont mis à sa disposition.

ORIENTATIONS 2001

Nous entrerons dans le XXI[e] siècle avec la volonté de maintenir une rigueur dans notre gestion et de continuer de parfaire notre analyse des réclamations afin de satisfaire nos clientèles privilégiées : les consommateurs et les cotisants.

Bien qu'elle ait été amorcée en 2000, nous poursuivrons notre réflexion en fonction des nouvelles tendances qui se manifestent dans notre industrie. Nous évaluerons notamment l'impact de la responsabilisation accrue des cabinets envers les actes posés par leurs représentants ou employés. Il est à souligner aussi que l'étude des réclamations est de plus en plus complexe, étant donné notamment leur caractère multidisciplinaire.

Je tiens à remercier tous mes collaborateurs, qu'ils soient membres du conseil d'administration ou de la permanence, pour l'excellent travail accompli durant cette première année complète d'activités. La poursuite de nos objectifs dépend en grande partie de l'implication et de l'énergie déployée par tous. L'année 2001 en témoignera encore, j'en suis convaincu.

Le président,

Gilbert Lalonde, A.V.A
Conseiller en sécurité financière
Représentant en épargne collective

BILAN DES ACTIVITÉS DU FONDS D'INDEMNISATION DES SERVICES FINANCIERS - 2000

NOTE GÉNÉRALE

DONNÉES DU 1er JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2000

Nombre de dossiers sous gestion FISF	Montant total réclamé	Montant total impliquant le patrimoine « FIAP »[1]	Montant total impliquant le patrimoine « FIAD »[2]	Montant total impliquant le patrimoine « FISF »[3]
	$	$	$	$
148	1 348 783,41	1 154 605,47	141 699,12	52 478,82

1. L'ensemble des réclamations analysées en cours d'année 2000 mettant en cause une fraude commise par un intermédiaire de marché en assurance de personnes avant l'entrée en vigueur de la Loi sur la distribution de produits et services financiers. Les réclamations sous gestion comprennent celles **transmises** au Fonds d'indemnisation des services financiers le 1er octobre 1999 par le FIAP et le FIAD ainsi que les réclamations **ouvertes** au Fonds d'indemnisation des services financiers entre le 1er octobre 1999 et le 31 décembre 2000.

2. L'ensemble des réclamations analysées en cours d'année 2000 mettant en cause une fraude commise par un intermédiaire de marché en assurance de dommages avant l'entrée en vigueur de la Loi sur la distribution de produits et services financiers. Les réclamations sous gestion comprennent celles **transmises** au Fonds d'indemnisation des services financiers au 1er octobre 1999 par le FIAD et celles **ouvertes** à entre le 1er octobre 1999 et le 31 décembre 2000 par le FISF.

3. L'ensemble des réclamations analysées en cours d'année 2000 mettant en cause une fraude commise après le 1er octobre 1999, date d'entrée en vigueur de la Loi sur la distribution de produits et services financiers.

BILAN D'ANALYSE DES DOSSIERS DE RÉCLAMATION AU 31 DÉCEMBRE 2000

	Dossiers ouverts par le FIAP avant le 1er octobre 1999	Dossiers ouverts par le FIAD avant le 1er octobre 1999	Dossiers ouverts par le FISF en 1999			Dossiers ouverts par le FISF en 2000		
			FIAP	FIAD	FISF	FIAP	FIAD	FISF
	$	$	$	$	$	$	$	$
Nombre de dossiers analysés par le FISF[1]	10	9	5	1	0	36	1	0
Nombre de dossiers acceptés	9	8	5	0	0	19	0	0
Montants payés	99 794,77	48 273,76	130 269,61	0	0	158 806,19	0	0
Nombre de dossiers refusés ou fermés[2]	1	1	0	1	0	17	1	0
Montants refusés	7 260,08	13 724,81[3]	150	25 000	0	157 152,83	1 200	0
Nombre de dossiers à l'étude au 31 décembre 2000[4]	0	0	1	4	0	67	1	6
Solde des indemnités réclamées à l'étude	0	0	24 000	49 324,69	0	621 612,37	25 000	52 478,82

1. Les réclamations qui ont fait l'objet d'une décision par le Fonds entre le 1er janvier et le 31 décembre 2000.
2. Les réclamations qui ont été rejetées par une décision finale du Fonds et les réclamations qui ont été retirées ou réglées avant les parties pour décision du Fonds.
3. Ce montant a été contesté par une autre réclamante.
4. Les réclamations dont l'étude est en cours à la date du rapport pour l'année financière.

Rapport des vérificateurs

À l'Assemblée nationale,

Nous avons vérifié le bilan du **Fonds d'indemnisation des services financiers** au 31 décembre 2000 et les états des produits et charges et de l'évolution des soldes de fonds de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitu-des importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds au 31 décembre 2000 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus au Canada.

Comptables agréés

Samson Bélair
Deloitte & Touche

Le 23 février 2001

État des produits et charges

de l'exercice terminé le 31 décembre 2000

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation des assurances de personnes	Fonds d'indemnisation des assurances de dommages	Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers	**2000 Total**	1999 Total
	$	$	$	$	$	$
PRODUITS						
Cotisations (note 8)	2 931 804	-	-	-	**2 931 804**	392 096
Intérêts	70 510	11 800	60 411	1 658	**144 379**	17 622
Revenus de subrogation	-	-	-	-	**-**	50
	3 002 314	11 800	60 411	1 658	**3 076 183**	409 768
CHARGES						
Indemnisations	1 514 778	643 968	(47 983)	-	**2 110 763**	754 402
Jetons de présence	33 301	(376)	-	-	**32 925**	20 700
Frais de subsistance	7 708	-	-	-	**7 708**	2 741
Frais de déplacements	5 389	-	-	-	**5 389**	2 834
Honoraires de gestion	151 830	-	-	-	**151 830**	20 879
Frais d'occupation	9 161	-	-	-	**9 161**	1 613
Honoraires professionnels	29 368	16 815	139	-	**46 322**	25 843
Location de salles	132	-	-	-	**132**	150
Publicité	124	-	-	-	**124**	351
Papeterie	1 985	-	-	-	**1 985**	2 075
Assurances	8 566	-	1 812	-	**10 378**	453
Fournitures de bureau	3 230	-	-	-	**3 230**	24
Poste et messagerie	588	-	-	-	**588**	22
Frais bancaires	904	77	7	-	**988**	3
Formation	38	-	-	-	**38**	-
	1 767 102	660 484	(46 025)	-	**2 381 561**	832 090
EXCÉDENT DES PRODUITS (CHARGES)	1 235 212	(648 684)	106 436	1 658	**694 622**	(422 322)

État de l'évolution des soldes de fonds

de l'exercice terminé le 31 décembre 2000

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation des assurances de personnes	Fonds d'indemnisation des assurances de dommages	Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers	**2000 Total**	1999 Total
	$	**$**	**$**	**$**	**$**	**$**
Solde au début	219 735	(559 062)	909 406	29 087	**599 166**	-
Excédent des produits (charges)	1 235 212	(648 684)	106 436	1 658	**694 622**	(422 322)
Transfert du solde du Fonds d'indemnisation des assurances de dommages au 30 septembre 2000 (note 7)	-	-	-	-	-	884 930
Transfert du solde du Fonds d'indemnisation des assurances de personnes au 30 septembre 2000 (note 7)	-	-	-	-	-	107 508
Transfert du solde du Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers au 30 septembre 2000 (note 7)	-	-	-	-	-	29 050
Solde à la fin	1 454 947	(1 207 746)	1 015 842	30 745	**1 293 788**	599 166

Bilan au 31 décembre 2000

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation des assurances de personnes	Fonds d'indemnisation des assurances de dommages	Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers	**2000 Total**	1999 Total
	$	$	$	$	$	$
ACTIF À COURT TERME						
Encaisse	142 665	-	30 613	66	**173 344**	766
Dépôts à court terme (note 3)	2 545 283	40 471	1 031 926	30 579	**3 648 259**	1 803 457
Débiteurs (note 4)	29 496	95	6 424	100	**36 115**	20 018
À recevoir du Bureau des services financiers (note 8)	198 581	-	-	-	**198 581**	7 499
Frais payés d'avance	80 203	-	24 797	-	**105 000**	26 608
	2 996 228	40 566	1 093 760	30 745	**4 161 299**	1 858 348
PASSIF À COURT TERME						
Découvert bancaire	-	20 673	-	-	**20 673**	-
Créditeurs et charges à payer (note 5)	26 503	16 803	139	-	**43 445**	117 120
Indemnisations à payer	1 514 778	1 210 836	77 779	-	**2 803 393**	1 131 415
Revenus perçus d'avance (note 8)	-	-	-	-	-	10 647
	1 541 281	1 248 312	77 918	-	**2 867 511**	1 259 182
SOLDES DE FONDS (note 1)	1 454 947	(1 207 746)	1 015 842	30 745	**1 293 788**	599 166
	2 996 228	40 566	1 093 760	30 745	**4 161 299**	1 858 348

Au nom du conseil

, Administrateur

, Administrateur

Notes complémentaires

de l'exercice terminé le 31 décembre 2000

1. DESCRIPTION DES FONDS

CRÉATION DES FONDS

Le Fonds d'indemnisation des services financiers est un fonds constitué en vertu de la Loi sur la distribution de produits et services financiers, sanctionnée le 20 juin 1998 par le gouvernement du Québec. Ce fonds a pris la relève des fonds correspondants créés en vertu de la Loi sur les intermédiaires de marché, sanctionnée le 22 juin 1989 par le gouvernement du Québec, et dissous en vertu de la Loi sur la distribution de produits et services financiers en date du 1er octobre 1999.

Parmi les actifs du Fonds d'indemnisation des services financiers se retrouvent trois patrimoines distincts composés de sommes provenant du Fonds d'indemnisation des assurances de dommages, du Fonds d'indemnisation des assurances de personnes et du Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers.

Le Fonds d'indemnisation des services financiers a pour objet d'administrer les sommes d'argent qui y sont déposées. Il a également pour mission d'indemniser les personnes ayant subi un préjudice à la suite d'une fraude, d'une manoeuvre dolosive ou d'un détournement de fonds dont un cabinet, un représentant autonome ou une société autonome peut être tenu responsable dans le cadre de ses activités. Il a aussi le mandat de prendre en charge les dossiers de réclamations déposés aux anciens fonds et de statuer sur l'admissibilité pour paiement des réclamations découlant d'actes survenus entre le 1er septembre 1991 et le 30 septembre 1999 conformément aux règles édictées par la Loi sur les intermédiaires de marché.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus au Canada et tiennent compte des principales conventions comptables suivantes :

CONSTATATION DES REVENUS

Les revenus de cotisation sont comptabilisés dès que le Bureau des services financiers perçoit lesdites sommes.

INDEMNISATION

La charge d'indemnisation à l'état des produits et charges est essentiellement constituée de la variation de la provision pour indemnisation de l'exercice par rapport à l'exercice précédent et des déboursés d'indemnisation effectués au cours de l'exercice.

3. DÉPÔTS À COURT TERME

Les dépôts à court terme portent intérêts à des taux variant entre 5,00 % et 6,00 % et viennent à échéance entre janvier 2001 et mai 2002.

4. DÉBITEURS

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation des assurances de personnes	Fonds d'indemnisation des assurances de dommages	Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers	**2000 Total**	1999 Total
	$	$	$	$	$	$
Intérêts courus	14 494	95	6 424	100	**21 113**	2 530
À recevoir d'autres fonds	15 002	-	-	-	**15 002**	3 150
Autres débiteurs	-	-	-	-	-	14 338
	29 496	95	6 424	100	**36 115**	20 018

de l'exercice terminé le 31 décembre 2000

5. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation des assurances de personnes	Fonds d'indemnisation des assurances de dommages	Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers	**2000 Total**	1999 Total
	$	$	$	$	**$**	$
Fournisseurs	26 503	1 940	-	-	**28 443**	111 537
À payer à d'autres fonds	-	14 863	139	-	**15 002**	3 150
Charges à payer	-	-	-	-	-	2 433
	26 503	16 803	139	-	**43 445**	117 120

6. FLUX DE TRÉSORERIE

L'état des flux de trésorerie n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des flux de trésorerie durant l'exercice.

7. TRANSFERTS DES SOLDES DE FONDS

Les soldes de fonds du Fonds d'indemnisation des assurances de dommages, du Fonds d'indemnisation des assurances de personnes et du Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers ont été transférés au Fonds d'indemnisation des services financiers en vertu de la Loi sur la distribution de produits et services financiers.

8. OPÉRATIONS AVEC LE BUREAU DES SERVICES FINANCIERS

Le Bureau des services financiers a supporté la presque totalité des opérations du Fonds d'indemnisation des services financiers pour le présent exercice. Celui-ci a donc payé certaines dépenses du Fonds pour un montant total de 129 639 $ (63 777 $ en 1999) dont 89 568 $ (63 777 $ en 1999) est toujours dû au Bureau au 31 décembre 2000.

Aussi, le Bureau des services financiers est mandaté pour percevoir les cotisations des inscrits au Fonds et les remettre à ce dernier. Au cours de l'exercice, le Bureau a perçu des cotisations pour un montant total de 2 931 804 $ (314 713 $ en 1999).

Au 31 décembre 2000, ce dernier avait remis 2 643 655 $ (243 437 $ en 1999) au Fonds, ce qui lui laissait un total à payer de 288 149 $ (71 276 $ en 1999). Le solde net dû par le Bureau est donc d'un montant de 198 581 $ (7 499 $ en 1999).

9. DONNÉES COMPARATIVES

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée au cours de l'exercice écoulé.

FONDS D'INDEMNISATION DES SERVICES FINANCIERS

2000 Annual Report

Fonds d'indemnisation
des services financiers

TABLE OF CONTENTS

2000 ANNUAL REPORT OF THE FONDS D'INDEMNISATION DES SERVICES FINANCIERS

Covering Letter	63
Mission	64
Board of Directors	64
President's Message	65
Auditor's Report	71
Financial Statements	72

Ms. Pauline Marois

Deputy Premier and
Minister of State for the Economy and Finance

Government of Québec

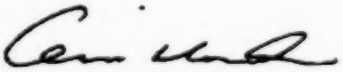
Parliament Buildings, Québec

Dear Madam:

I am honoured to present to you the Annual Report of the Fonds d'indemnisation des services financiers for the year ended December 31, 2000.

This Report gives an account of our main activities and achievements for the year 2000 and includes the audited financial statements of the Compensation Fund.

Respectfully yours,



Gilbert Lalonde, CLU

President
Financial Security Advisor
Group Savings Plan Representative

Mission of the Fonds d'indemnisation des services financiers

The mission of the Fonds d'indemnisation des services financiers is to ensure public protection. It determines whether the claims that are submitted to it are eligible for compensation, and the amount of compensation to be paid. For this purpose, it administers the sums of money deposited with it to compensate the victims of fraud, fraudulent tactics or embezzlement for which a firm, an independent representative or an independent partnership is responsible.

Members of the Board of Directors of the Fonds d'indemnisation des services financiers for Year 2000

Sitting :
Chantal Doucet, Gilbert Lalonde, Lise Tremblay, John Ruggieri

Standing :
Aline Duplessis, Pierre A. Hébert, Claude Brosseau

PRESIDENT

Gilbert Lalonde, C.L.U., Financial Security Advisor, Group Savings Plan Representative

VICE-PRESIDENT

Lise Tremblay, Attorney, Director, École du Barreau de Montréal

Claude Brosseau, A.I.B., Bélanger, Brosseau & associés, Damage Insurance and Financial Services Brokers

Chantal Doucet, A.I.I.C., Claims Adjuster, Denis A. Rochette inc.

Aline Duplessis, Project Manager, Service d'aide au consommateur

Pierre A. Hébert, B.A., D.M.V., C. Adm., F. Pl., Stratégie financière Impact

John Ruggieri, C.L.U., F. Pl., DiCaprio Ruggieri Inc. Insurance Services

President's Message

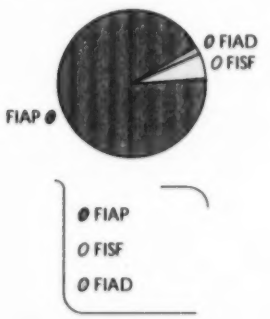
Immediately after the last months of activities of 1999, the Fonds d'indemnisation des services financiers set out to define the major objectives it wanted to reach in 2000. With an ever present concern for accrued public protection and a commitment to ensure its credibility with the industry, the Compensation Fund proceeded concurrently with a study process of the claims and a thorough reflection on the management of its assets.

It should be noted in this respect that the Fonds d'indemnisation des services financiers (FISF) must manage the assets of the following funds: the Fonds d'indemnisation en assurance de personnes (FIAP), the Fonds d'indemnisation en assurance de dommages (FIAD), the Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers (FIPF), as well as the assets that make up the FISF. Each of the funds concerned by the claims bear the costs of the settlement of indemnities to victims. However, the sums required for the operation of the funds are taken out of the FISF.

For the year just elapsed, the members of the board of directors and of the office staff examined the various claims files that were submitted to them. Further to this analysis, it was clearly established that the Fonds d'indemnisation en assurance de personnes to which the highest number of claims are submitted. Here are the findings.

ANALYSIS OF THE CLAIMS

Claims files opened in year 2000



FIAP : Fonds d'indemnisation en assurance de personnes

FIAD : Fonds d'indemnisation en assurance de dommages

FISF : Fonds d'indemnisation des services financiers

FIPF : Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers

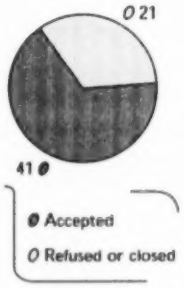
110 claims files were opened in 2000

- 102 files at the FIAP (involving market intermediaries in insurance of persons/financial planners authorized by the Conseil des assurances de personnes)
- 2 files at the FIAD (involving market intermediaries in damage insurance or claims adjusters authorized by the Conseil des assurances de dommages)
- 6 files at the FISF (involving the Bureau des services financiers as well as their representatives in all the sectors supervised by the latter)
- No file at the FIPF (involving "orphan" financial planners certified by the IGIF)

The complete data appears at the end of this text.

DECISIONS OF THE COMPENSATION FUND IN 2000

Cases that were the object of a decision



A total of 62 cases were the object of a decision by the Compensation Fund in 2000: 37 files were opened in 2000 and 16 files dated from 1999. In addition, 9 files had been opened by the FIAD before October 1, 1999, for which a decision was suspended because of the September 1, 1991 criterion.

41 claims were accepted. Apart from the eight cases involving the FIAD, the claims accepted all involved the assets of the FIAP. In fact, as the frauds alleged in the claims submitted had been committed before October 1, 1999, the amounts used for the payment of the claims were taken out of the separate assets made up by these former funds.

Total amount paid : $437,144.33

HIGHLIGHTS

- Closed by the FIAP, 30 files were formally reopened at the beginning of the year. Actually, an out-of-court settlement was reached in the fall of 1999 with a claimant who had appealed from a decision of this Fund, through a petition for declaratory judgement. The FIAP had rejected her claim because the fraud of which she had been a victim was committed before September 1, 1991, the date on which the Act creating this Fund came into force.
- In a concern for equity for all the claimants whose claims had been rejected or suspended by the FIAP and the FIAD on the basis of the September 1, 1991 criterion, the Compensation Fund chose to review these cases.
- Opened at the very end of year 2000, 41 claims files involve the same individual and his insurance of persons firm. The losses incurred by the claimants would amount to more than 2.8 million dollars. However, in view of the fact that compensation ceilings are set by the *Act respecting market intermediaries*, a total amount of $240,000 was set aside for these 41 cases.
- The Compensation Fund received its six first claims involving frauds committed after October 1, 1999. The insurance of persons sector remains the fund that was the object of the greatest number of claims. The Compensation Fund also received its first claims involving the securities sector.

ASSETS MANAGEMENT

In addition to the claims study process, the various exchanges of the board of directors focussed on the management of the assets. The Compensation Fund thus examined the funding methods of its various assets and gave an actuarial firm the mandate to carry out the analysis. To meet the reality as regards compensation of the cases relative to insurance of persons, it was decided that the claims involving the FIAP would be funded at 60% of the amount claimed. This decision, made in accordance with the recommendation of the firm, was effective from February 2000.

Although the FIAP must settle a great number of claims, it may not benefit from the surpluses that the FISF and the FIAD have at their disposal. Indeed, for the time being, it is impossible to transfer sums from one fund to another. To collect the sums required for the payment of the claims that involve the FIAP, the Compensation Fund will therefore have to resort to the mechanism provided for by the Act, that is, impose a special contribution on representatives in insurance of persons.

However, the members chose to charge this contribution beginning only from January 2002. In this way, the Compensation Fund will be able to meet its liabilities until 2004, the year in which the Act provides that the Government may authorize the Compensation Fund to integrate the remainder of the amounts from the separate funds into its assets.

RESERVE FOR COMPENSATION FOR YEAR 2000

	FISF	FIAP	FIAD
	$	$	$
Claims			
Amounts claimed likely to be paid	52,479	879,034	74,325
Unreported fraud that occurred*	1,462,299	331,802	3,454
Total reserve for compensation (actuarial report)	1,514,778	1,210,836	77,779

* Including margins for unfavourable variances and actuarial percentages such as the realization factor, etc.

More specifically, the assets of the FISF had to be kept at a minimum of $800,000, and this amount was reached during year 2000. However, it appeared advisable to take out as early as year 2000 surplus insurance, as the costs relative to such insurance are minimal for contributors. If the sums were to decrease under the minimum threshold of $800,000, this insurance would make it possible to maintain the level, regardless of fluctuations in the claims, and without any increase in contributions.

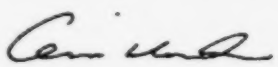
Finally, in order to ensure the sound management of the assets that make up these funds, the Compensation Fund took subrogation recourses in order to recover from the representatives and other individuals responsible the sums refunded to the victims. The Compensation Fund thus wishes to exercise its full power in matters of compensation and consumer protection within the means at its disposal.

ORIENTATIONS FOR 2001

We will begin the XXI[st] century with the commitment to remain stringent in our management and to continue to perfect our analysis of the claims in order to ensure the satisfaction of our privileged clienteles: consumers and contributors.

Although it started in 2000, we will continue our reflection on the basis of the new trends that have emerged in our industry. We will evaluate in particular the impact of increased accountability of firms as regards the acts performed by their representatives or employees. It should also be noted that the study of the claims is more and more complicated, especially because of their multidisciplinary nature.

I wish to thank all of my collaborators, whether members of the board of directors or of the office staff, for the outstanding work they performed during this first full year of activities. The pursuit of our objectives depends largely on the dedication and the energy expended by everyone. I am convinced that year 2001 will again attest to this.



Gilbert Lalonde, A.V.A

President
Financial Security Advisor
Group Savings Plan Representative

REPORT OF THE ACTIVITIES OF THE FONDS D'INDEMNISATION DES SERVICES FINANCIERS - 2000

LEGEND:

FIAP : Fonds d'indemnisation en assurance de personnes

FIAD : Fonds d'indemnisation en assurance de dommages

FISF : Fonds d'indemnisation des services financiers

GENERAL NOTE

The FIPF fund (Fund of the "orphan" financial planners of the IGIF) has not been the object of any claim since it was created. Therefore, we do not have any data concerning this fund in this document.

DATA FROM JANUARY 1ST TO 31 DECEMBER 31, 2000

Number of files under FISF management	Total amount claimed	Total amount involving the "FIAP" assets[1]	Total amount involving the "FIAD" assets[2]	Total amount involving the "FISF" assets[3]
	$	$	$	$
148	1,348,783.41	1,154,605.47	141,699.12	52,478.82

1. Overall claims analysed during year 2000 and that involved fraud committed by market intermediaries in insurance of persons before the *Act respecting the distribution of financial products and services* came into force. Claims under management include those **forwarded** to the Fonds d'indemnisation des services financiers on October 1, 1999, by the FIAP and the FIAD as well as claims **opened** at the Fonds d'indemnisation des services financiers between October 1, 1999, and December 31, 2000.

2. Overall claims analysed during year 2000 and that involved fraud committed by market intermediaries in damage insurance before the *Act respecting the distribution of financial products and services* came into force. Claims under management include those **forwarded** to the Fonds d'indemnisation des services financiers as of October 1, 1999, by the FIAD and those **opened** between October 1, 1999, and December 31, 2000, by the FISF.

3. Overall claims analysed during year 2000 involving fraud committed after October 1, 1999, date on which the *Act respecting the distribution of financial products and services* came into force.

REPORT ON CLAIMS ANALYSIS AS OF DECEMBER 31, 2000

	Files opened by the FIAP before October 1, 1999	Files opened by the FIAD before October 1, 1999	Files opened by the FISF in 1999			Files opened by the FISF in 2000		
	$	$	FIAP $	FIAD $	FISF $	FIAP $	FIAD $	FISF $
Number of files analysed by the FISF[1]	10	9	5	1	0	36	1	0
Number of claims accepted	9	8	5	0	0	19	0	0
Amounts paid	99,794.77	48,273.76	130,269.61	0	0	158,806.19	0	0
Number of cases refused or closed[2]	1	1	0	1	0	17	1	0
Amounts refused	7,260.08	13,724.81[3]	150	25,000	0	157,152.83	1,200	0
Number of files under study as of December 31, 2000[4]	0	0	1	4	0	67	1	6
Balance of claims under study	0	0	24,000	49,324.69	0	621,612.37	25,000	52,478.82

1 Claims that were the object of a decision by the Compensation Fund between January 1 and December 31, 2000

2 Claims that were refused by a final decision of the Compensation Fund, regardless of the reason, as well as claims settled between the parties before a ruling was made by the Compensation Fund

3 This amount was redistributed to the other claimants

4 Claims under study on the date of the report for the fiscal year

Auditors' Report

To the National Assembly

We have audited the balance sheet of the **Fonds d'indemnisation des services financiers** as at December 31, 2000 and the statements of revenue and expenditures and the evolution of the balance of the Compensation Fund for the period ended. These financial statements are the responsibility of the organization's management. Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit.

We conducted our audit in accordance with generally accepted auditing standards in Canada. Those standards require that we plan and perform an audit to obtain reasonable assurance that the financial statements are free of material misstatements. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statements. It also includes assessing the accounting principles used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall financial statement presentation.

In our opinion, these financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Compensation Fund as at December 31, 2000, and the results of its operations and cash flow for the year then ended in accordance with generally accepted accounting principles in Canada.

Samson Bélair
Deloitte & Touche

Chartered Accountants

February 23, 2001

Statement of Revenue and Expenditures

For the period ended December 31, 2000

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation en assurance de personnes	Fonds d'indemnisation en assurance de dommages	Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers	2000 Total	1999 Total
	$	$	$	$	$	$
REVENUE						
PRODUITS						
Contributions (note 8)	2,931,804	-	-	-	**2,931,804**	392,096
Interest	70,510	11,800	60,411	1,658	**144,379**	17,622
Subrogation revenue	-	-	-	-	**-**	50
	3,002,314	11,800	60,411	1,658	**3,076,183**	409,768
EXPENDITURES						
Compensations	1,514,778	643,968	(47,983)	-	**2,110,763**	754,402
Directors' fees	33,301	(376)	-	-	**32,925**	20,700
Living expenses	7,708	-	-	-	**7,708**	2,741
Travel expenses	5,389	-	-	-	**5,389**	2,834
Management fees	151,830	-	-	-	**151,830**	20,879
Occupancy fees	9,161	-	-	-	**9,161**	1,613
Professional fees	29,368	16,815	139	-	**46,322**	25,843
Rental of premises	132	-	-	-	**132**	150
Advertising	124	-	-	-	**124**	351
Stationery	1,985	-	-	-	**1,985**	2,075
Insurance	8,566	-	1,812	-	**10,378**	453
Office supplies	3,230	-	-	-	**3,230**	24
Mail and courier services	588	-	-	-	**588**	22
Bank charges	904	77	7	-	**988**	3
Training	38	-	-	-	**38**	-
	1,767,102	660,484	(46,025)	-	**2,381,561**	832,090
SURPLUS REVENUE (EXPENDITURES)	1,235,212	(648,684)	106,436	1,658	**694,622**	(422,322)

Statement of the Evolution of the Balances of the Funds

Fiscal year ended December 31, 2000

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation en assurance de personnes	Fonds d'indemnisation en assurance de dommages	Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers	**2000 Total**	1999 Total
	$	$	$	$	$	$
Balance at beginning of year	219,735	(559,062)	909,406	29,087	**599,166**	-
Surplus revenue (expenditures)	1,235,212	(648,684)	106,436	1,658	**694,622**	(422,322)
Transfer of the balance of the Fonds d'indemnisation en assurance de dommages as of September 30, 2000 *(note 7)*	-	-	-	-	-	884,930
Transfer of the balance of the Fonds d'indemnisation en assurance de personnes as of September 30, 2000 *(note 7)*	-	-	-	-	-	107,508
Transfer of the balance of the Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers as of September 30, 2000 *(note 7)*	-	-	-	-	-	29,050
Balance at end of year	1,454,947	(1,207,746)	1,015,842	30,745	**1,293,788**	599,166

Balance Sheet
As at December 31, 2000

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation en assurance de personnes	Fonds d'indemnisation en assurance de dommages	Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers	2000 Total	1999 Total
	$	$	$	$	$	$
CURRENT ASSETS						
Cash	142,665	-	30,613	66	**173,344**	766
Short-term deposits (note 3)	2,545,283	40,471	1,031,926	30,579	**3,648,259**	1,803,457
Accounts receivable (note 4)	29,496	95	6,424	100	**36,115**	20,018
Receivable from the Bureau des services financiers (note 8)	198,581	-	-	-	**198,581**	7,499
Prepaid expenses	80,203	-	24,797	-	**105,000**	26,608
	2,996,228	40,566	1,093,760	30,745	**4,161,299**	1,858,348
CURRENT LIABILITIES						
Bank overdraft	-	20,673	-	-	**20,673**	-
Accounts payable and liabilities (note 5)	26,503	16,803	139	-	**43,445**	117,120
Compensations payable	1,514,778	1,210,836	77,779	-	**2,803,393**	1,131,415
Income collected in advance (note 8)	-	-	-	-	-	10,647
	1,541,281	1,248,312	77,918	-	**2,867,511**	1,259,182
BALANCES OF FUNDS (note 1)	1,454,947	(1,207,746)	1,015,842	30,745	**1,293,788**	599,166
	2,996,228	40,566	1,093,760	30,745	**4,161,299**	1,858,348

On behalf of the Board,

, director

, director

Notes to Financial Statements

for the fiscal year ended December 31, 2000

1. DESCRIPTION OF THE FUNDS

CREATION OF THE FUNDS

The Fonds d'indemnisation des services financiers is a fund established under the *Act respecting the distribution of financial products and services*, sanctioned on June 20, 1998, by the Government of Québec. This fund replaced the corresponding funds created under the *Act respecting market intermediaries*, sanctioned on June 22, 1989, by the Québec Government, and dissolved on October 1, 2000, under the *Act respecting the distribution of financial products and services*.

Among the assets of the Fonds d'indemnisation des services financiers, there are three separate patrimonies made up of the amounts issuing from the Fonds d'indemnisation en assurance de dommages, the Fonds d'indemnisation en assurance de personnes and the Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers.

The object of the Fonds d'indemnisation des services financiers is to administer the sums of money deposited with it. Its mission is also to compensate people who suffered a prejudice following a fraud, fraudulent tactics, or embezzlement for which a firm, an independent representative or an independent partnership may be held responsible in the pursuit of its or his activities. Its mandate is also to take charge of the claims filed with the former funds and to rule on the admissibility for the payment of claims arising from acts that occurred between September 1, 1991, and September 30, 1999, in accordance with the rules applicable under the *Act respecting market intermediaries*.

2. ACCOUNTING POLICIES

The financial statements were prepared in accordance with generally accepted accounting principles in Canada and take into account the following main accounting policies:

INCOME RECOGNITION

Income from contributions is accounted for as soon as the Bureau des services financiers collects these sums.

COMPENSATION

The compensation expenditure in the Statement of Revenue and Expenditures is basically made up of the compensation reserve for the fiscal year in comparison with the preceding fiscal year and the compensation disbursements made during the fiscal year.

3. SHORT-TERM DEPOSITS

Short-term deposits bear interest at rates varying between 5.00% and 6.00%, and expire between January 2001 and May 2002.

4. ACCOUNTS RECEIVABLE

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation en assurance de personnes	Fonds d'indemnisation en assurance de dommages	Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers	**2000 Total**	1999 Total
	$	$	$	$	$	$
Accrued interest	14,494	95	6,424	100	**21,113**	2,530
Receivable from other funds	15,002	-	-	-	**15,002**	3,150
Other accounts receivabl	-	-	-	-	-	14,338
	29,496	95	6,424	100	**36,115**	20,018

for the fiscal year ended December 31, 2000

5. ACCOUNTS PAYABLE AND LIABILITIES

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation en assurance de personnes	Fonds d'indemnisation en assurance de dommages	Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers	**2000 Total**	1999 Total
	$	$	$	$	$	$
Suppliers	26,503	1,940	-	-	**28,443**	111,537
Payable to other funds	-	14,863	139	-	**15,002**	3,150
Liabilities	-	-	-	-	-	2,433
	26,503	16,803	139	-	**43,445**	117,120

6. CASH FLOW

The cash flow statement is not presented, as it would not bring any additional useful information for the understanding of the cash flow during the year.

7. TRANSFERS OF FUND BALANCES

The fund balances of the Fonds d'indemnisation en assurance de dommages, the Fonds d'indemnisation en assurance de personnes and the Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers were transferred to the Fonds d'indemnisation des services financiers in accordance with the Act respecting the distribution of financial products and services.

8. OPERATIONS WITH THE BUREAU DES SERVICES FINANCIERS

The Bureau des services financiers supported almost all the operations of the Fonds d'indemnisation des services financiers for this fiscal year. The latter therefore paid certain expenses of the Compensation Fund for a total amount of $129,639 ($63,777 in 1999), including $89,568 ($63,777 in 1999) that is still owing to the Bureau as at December 31, 1999.

Also, the Bureau des services financiers is mandated to collect the contributions of registrants to the Compensation Fund and to hand them over to the latter. During the fiscal year, the Bureau collected contributions for a total amount of $2,931,804 ($314,713 in 1999).

As at December 31, 2000, the latter had handed $2,643,655 ($243,437 in 1999) over to the Compensation Fund, which left a total payable of $288,149 ($71,276 in 1999). Thus, the net balance owing by the Bureau amounts to $198,581 ($7,499 in 1999).

9. COMPARATIVE DATA

Some of the figures of the preceding fiscal year were reclassified on the basis of the presentation adopted during the past fiscal year.